



Rexecode

# TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Mai 2019

**Focus**

**Les PME face aux difficultés de recrutement**

# Principaux résultats

## Trésorerie

Les indicateurs relatifs à l'évolution de la trésorerie des PME récente et future s'améliorent légèrement par rapport au début d'année. Les PME restent toutefois plus nombreuses à déclarer une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration au cours des 3 derniers mois, et la proportion d'entre elles jugeant leur trésorerie actuelle aisée est en baisse (13% contre 16% au 1<sup>er</sup> trimestre).

## Investissement

L'investissement ralentirait en 2019 selon les anticipations des PME : le solde d'opinion sur l'évolution des dépenses d'investissement baisse de 7 points sur un an, de même que la proportion de PME souhaitant investir (de 66% à 59%), en cohérence avec les anticipations du 1<sup>er</sup> trimestre. Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent le principal motif de ces dépenses, bien avant l'extension des capacités de production ou l'introduction de nouveaux produits ou procédés.

## Accès au crédit

La part des PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante est globalement stable (73%), et en légère hausse concernant le financement des investissements (88%). **Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de taux bas**: seules 19% des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante et 14% pour leurs investissements.

## Freins à la croissance - Difficultés de recrutement

**Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME, en forte hausse ce trimestre** (pour 57% d'entre elles contre 52% il y a 3 mois).

Plus en détail, **84% des PME ont eu besoin de recruter au cours des 12 derniers mois et 82% de celles-ci ont rencontré des difficultés à le faire**. Cette proportion est en forte hausse.

**La principale barrière à l'embauche est de loin l'absence de candidats « adaptés »**. **83% des chefs d'entreprise citent comme obstacle majeur l'inadéquation entre leurs attentes et les caractéristiques ou attentes du candidat** (niveau de qualification insuffisant, manque d'expérience,...). L'inadéquation entre salaire demandé et offert n'est que le cinquième facteur causal recensé de ces difficultés.

Face à ces difficultés, **une majorité de PME déclare modifier son processus de recrutement**. Les PME sont également nombreuses à **faire évoluer leur organisation interne** (formation, durée du travail,...). Elles ont aussi **recours à des prestataires externes** (intérim, sous-traitance, travail détaché).

**Un quart d'entre elles déclarent néanmoins avoir été contraintes de restreindre leur activité.**

# SOMMAIRE

**01.** Résultats de l'enquête

**02.** Focus : Les PME face aux difficultés de recrutement

**03.** Méthodologie

**04.** Bpifrance Le Lab, Rexecode

**01.**

# Résultats de l'enquête

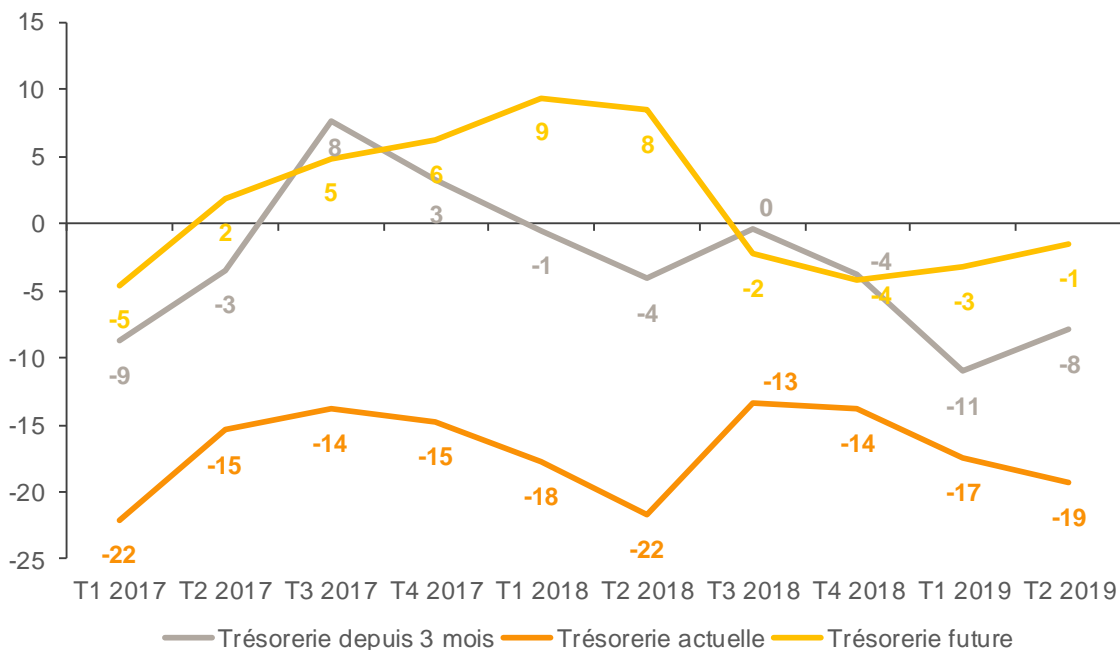


# Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au cours des 3 derniers mois, l'indicateur relatif aux trésoreries s'est légèrement amélioré, après deux trimestres consécutifs de baisse. Il gagne 3 points mais reste à un niveau relativement bas. Les PME sont à nouveau plus nombreuses à déclarer une dégradation de leur trésorerie qu'une amélioration.

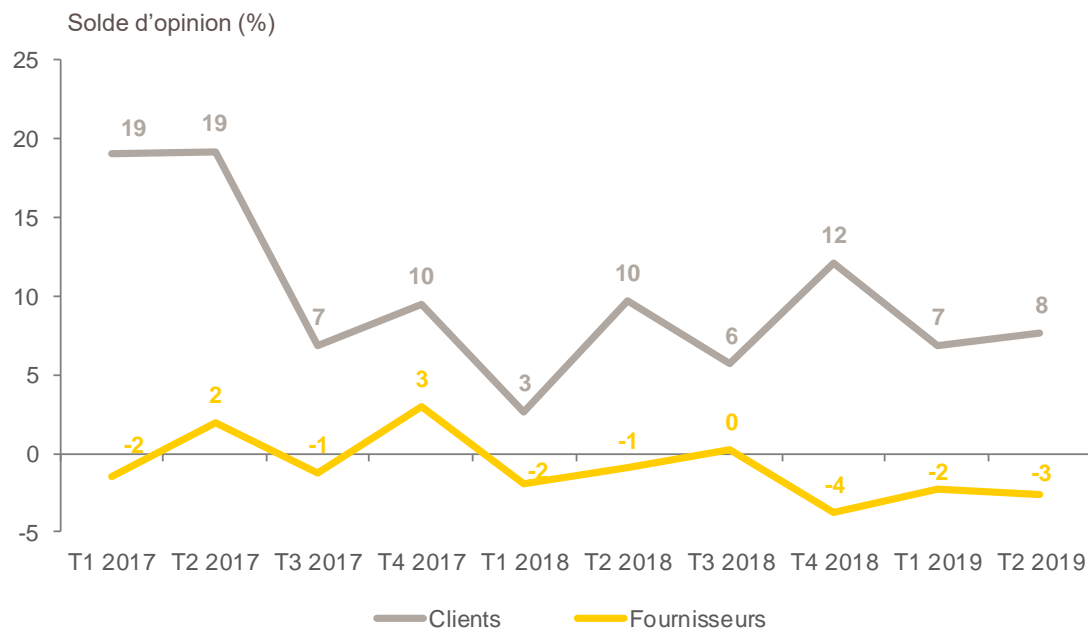
Point de vigilance, le solde relatif à la trésorerie actuelle se détériore à nouveau. Il perd 2 points sur un trimestre, sans toutefois atteindre les plus bas de début 2017 et début 2018.

À horizon 3 mois, les PME anticipent globalement peu d'évolution de leur trésorerie.

# Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?  
en augmentation / stables / en recul



Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, les délais de paiement des clients et fournisseurs sont restés globalement stables par rapport au trimestre précédent.

Sur un an, les délais de paiements clients comme fournisseurs se sont légèrement réduits.

**Note de lecture** : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

**Base** : Ensemble des répondants

**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

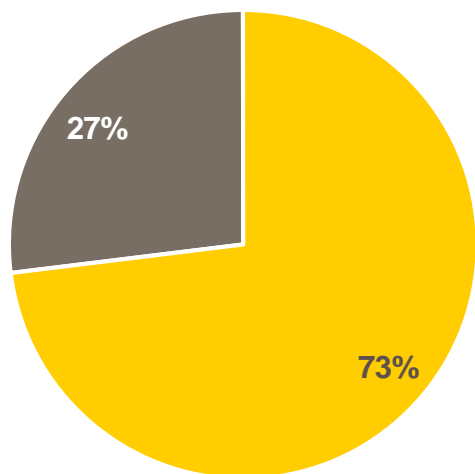
# Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, les PME ont été un peu moins nombreuses à faire appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante : 73% après 74% au trimestre précédent, poursuivant la tendance observée depuis 2 ans.

% des répondants



- Aucun recours au crédit de court terme
- Recours au crédit de court terme

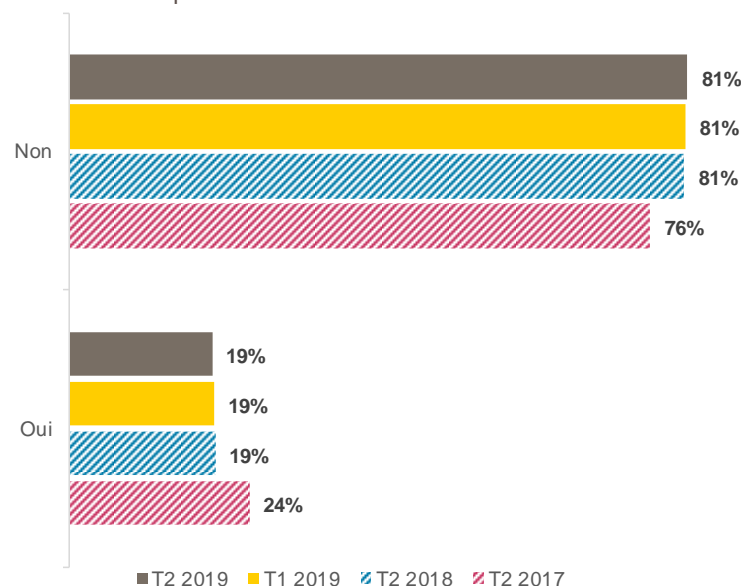
**Base** : Ensemble des répondants  
**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 19% des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement, comme au 1<sup>er</sup> trimestre.

👉 L'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises reste aisé, en cohérence avec les résultats de l'enquête trimestrielle de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit\*.

% des répondants

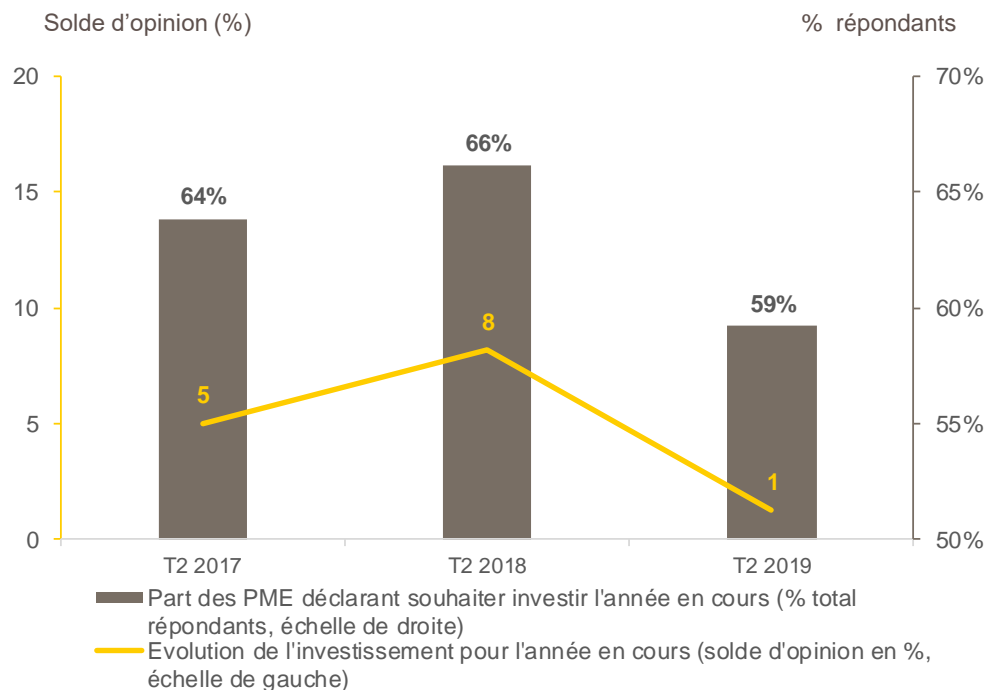


**Base** : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme  
**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Investissement (1/2)



- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront...? En hausse / Stables / En baisse
- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non



**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, 59% des chefs d'entreprise déclarent souhaiter investir en 2019. Cette proportion, relativement élevée, est conforme aux déclarations du trimestre précédent, mais reste toutefois en baisse par rapport au résultat obtenu au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 (pour l'année 2018 – 66%).

Au total, l'investissement des PME serait moins dynamique en 2019 selon les perspectives données par les dirigeants en début d'année sur l'évolution des dépenses : l'indicateur en solde d'opinion recule de 7 points à 1.

👉 Ces observations confirment les résultats obtenus au trimestre précédent et laissent présager un ralentissement des investissements en 2019, après deux années très dynamiques, alors que les perspectives d'activité sont un peu moins allantes\*. Le résultat de notre enquête diverge toutefois de celui de l'enquête Insee réalisée dans la seule industrie, les industriels anticipant en avril une progression de 11% de leur investissement en valeur en 2019.

## 01. Résultats de l'enquête

\*Dans ses prévisions de mai, la Commission européenne anticipe une croissance du PIB français de +1,3% après +1,7% en 2018.

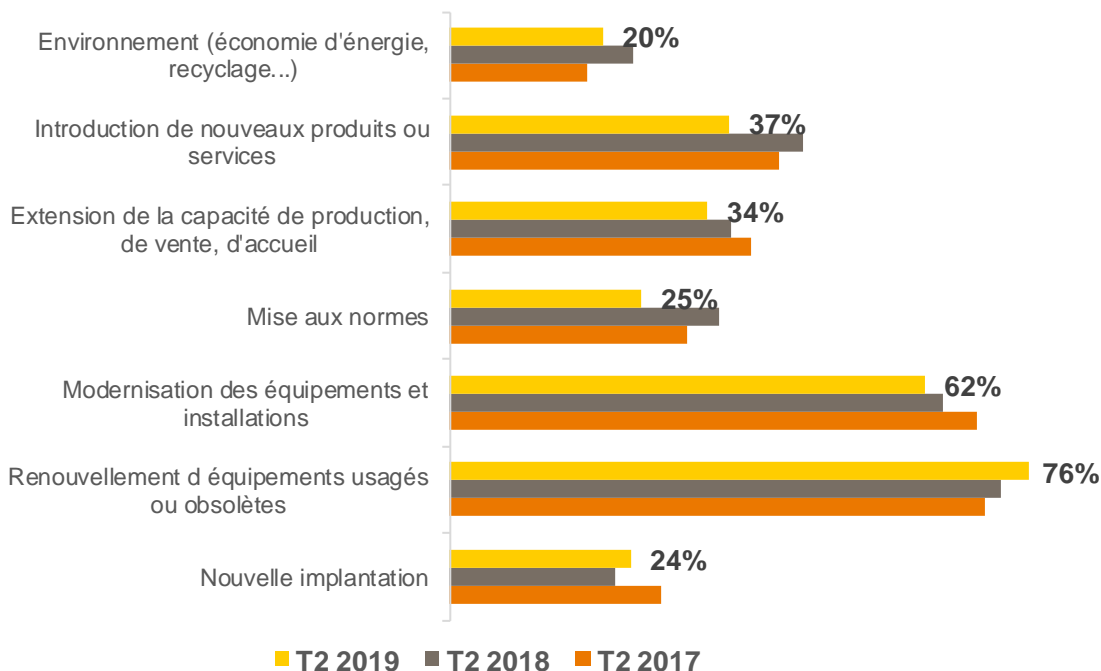


# Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?

% des répondants



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les dépenses d'investissement restent essentiellement destinées au renouvellement et/ou à la modernisation des équipements et installations, (respectivement cités par 76 % et 62 % des PME déclarant investir).

L'introduction de nouveaux produits ou services et l'extension de la capacité de production, de vente ou d'accueil représentent encore une part importante des budgets d'investissement (respectivement 37 % et 34 %). Ces objectifs d'investissement sont toutefois moins revendiqués qu'il y a un an. La part de l'investissement consacré à la mise aux normes ou à l'environnement est également en baisse.

En revanche, davantage de chefs d'entreprise comptent investir dans une nouvelle implantation : 24% contre 22% au 2<sup>e</sup> trimestre 2018.

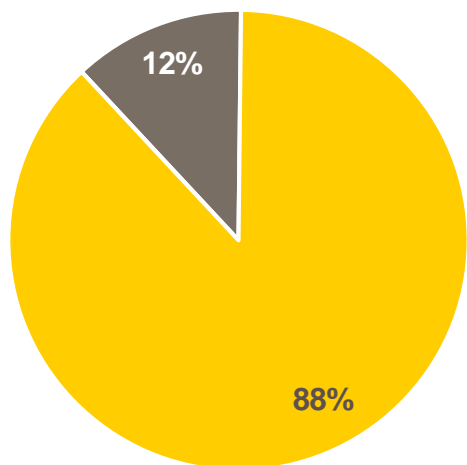
# Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

88% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit davantage qu'au trimestre précédent (82 %) et qu'il y a un an (83 %).

% des répondants



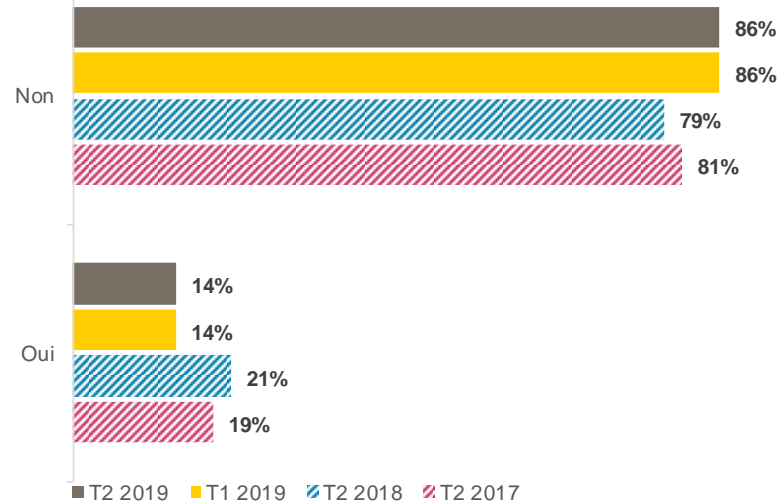
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

**Base :** Répondants déclarant investir en 2019  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, seules 14% des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, comme au trimestre précédent.

👉 De même que pour le financement de l'exploitation courante, l'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME, dans un contexte où les taux d'intérêt restent bas.

% des répondants

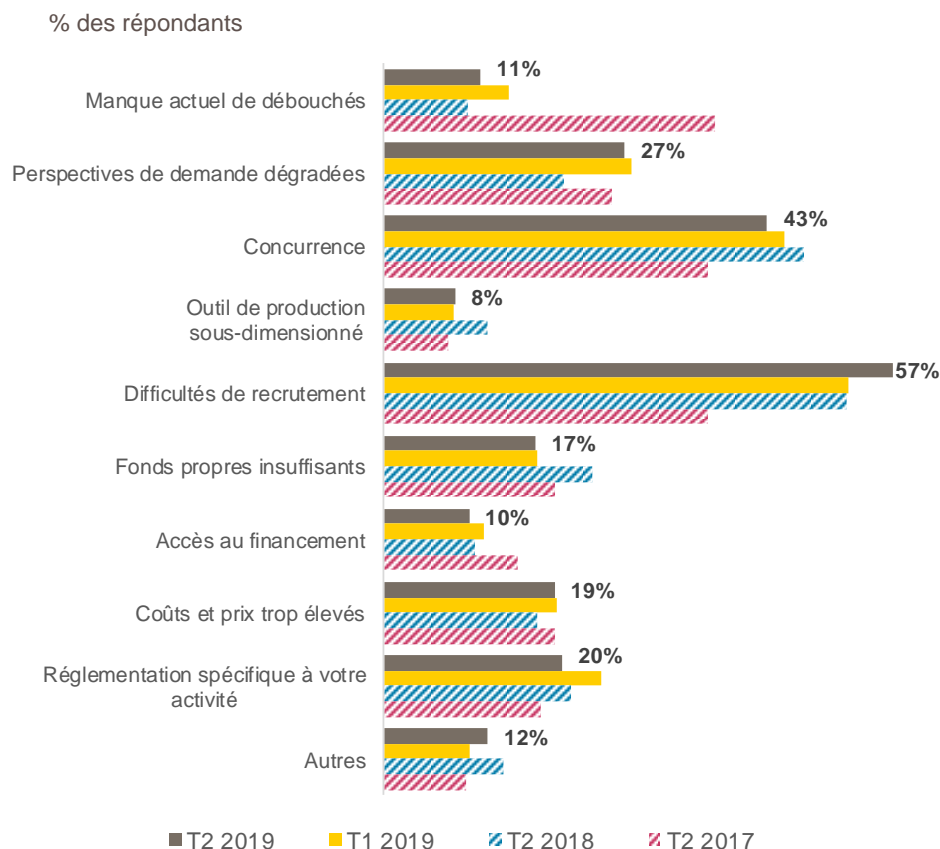


**Base :** Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer ses investissements en 2019  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance, citées par 57% des PME interrogées, en forte progression par rapport au trimestre précédent (52%) comme par rapport à l'an dernier à la même date.

La concurrence reste également un frein important (43%), même si un peu moins prégnant qu'au trimestre précédent.

Les contraintes de demande (manque actuel de débouchés et perspectives de demande dégradées), qui étaient en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre, sont un peu moins citées ce trimestre.

Les coûts et prix trop élevés (19%) et la réglementation spécifique à l'activité (20%) pèsent également un peu moins qu'en début d'année.

Parmi les autres freins, le manque de visibilité économique, les charges et les lourdeurs administratives sont cités plusieurs fois. Ils restent toutefois marginaux.

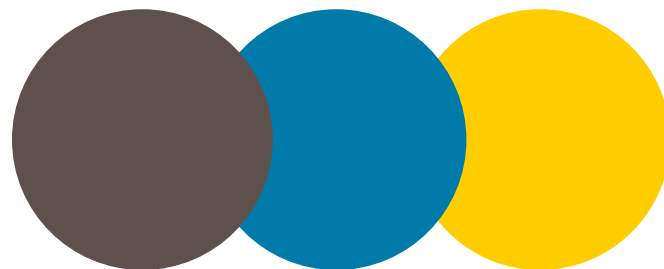
✦ Selon l'enquête, les TPE/PME sont plus nombreuses à signaler des difficultés de recrutement. La récente enquête de Pôle emploi sur les besoins en main-d'œuvre 2019\* confirme ce phénomène. Il est analysé plus en détail dans le focus ci-après sur la base des réponses des chefs d'entreprises à notre questionnaire spécifique.

## 01. Résultats de l'enquête

\*Selon [cette enquête](#), la part de recrutements jugés « difficiles » par les entreprises passerait à 50,1% en 2019 (après 44,4% en 2018).

**02.**

# **Focus : Les PME face aux difficultés de recrutement**



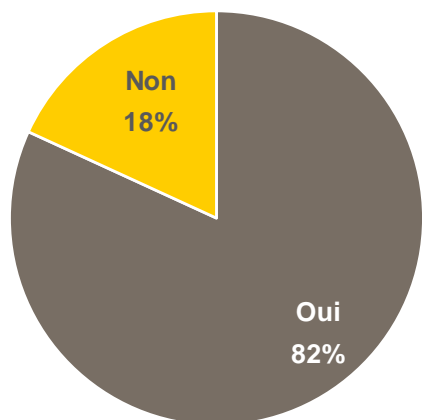
# L'entreprise face aux difficultés de recrutement (1/5)



- **Question trimestrielle :** Sur les 12 derniers mois, avez-vous rencontré des difficultés pour recruter du personnel ?  
Oui / Non / Non concerné (pas de besoin de recrutement)
- Si oui, ces difficultés contraignent-elles l'activité de votre entreprise ?

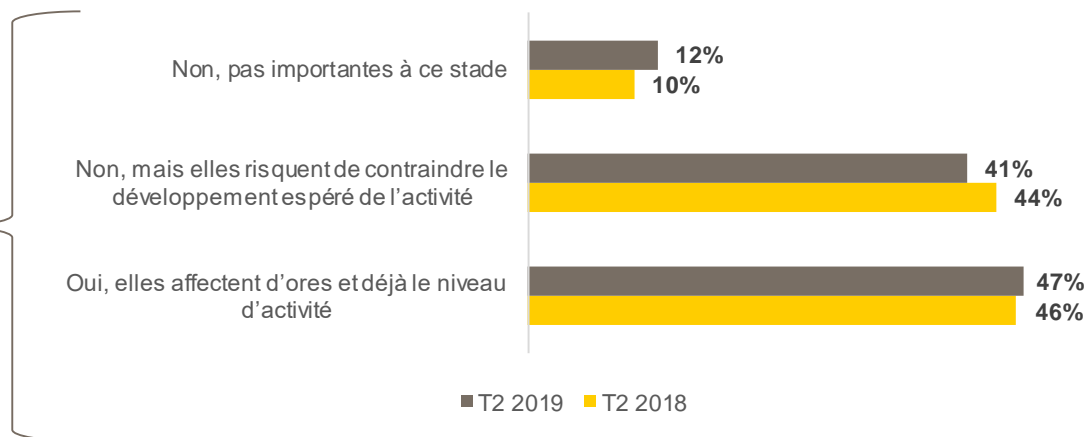
Au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, 84% des entreprises ayant répondu au questionnaire ont rencontré un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois. Parmi elles, 82% ont été confrontées à des difficultés pour recruter le personnel nécessaire au développement de leur activité.

Cette proportion s'affiche en nette hausse : elle était de 70% il y a un an.



**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode  
**Base :** PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Ces difficultés affectent d'ores et déjà le développement de l'activité de 47% d'entre elles et 41% ont des craintes quant à leur impact à venir, soit des proportions similaires à celles relevées l'an passé à la même période.

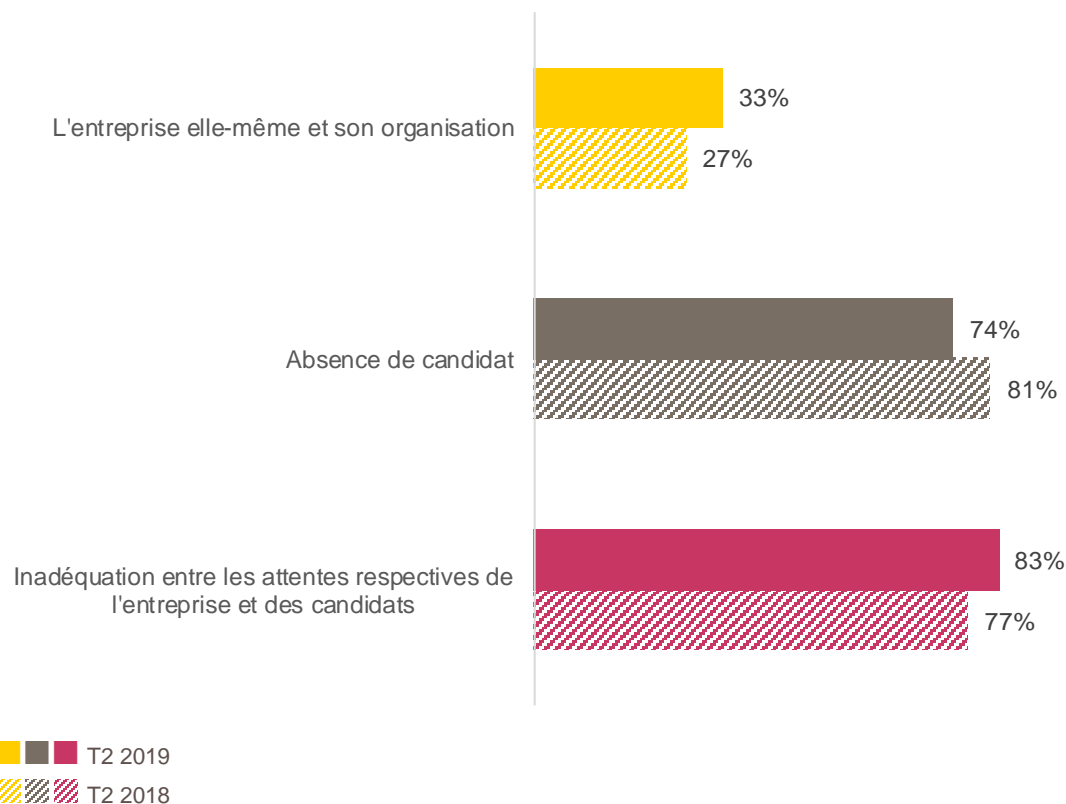


**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode  
**Base :** PME ayant rencontré des difficultés de recrutement

# L'entreprise face aux difficultés de recrutement (2/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



**Note de lecture** : 83% des PME ont cité au moins un des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en rouge) comme source de difficultés à recruter.

**Base** : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'absence de candidat (comprise au sens de candidat « adapté » pour la majorité des entreprises) est une difficulté majeure, citée par  $\frac{3}{4}$  des PME, en recul néanmoins sur un an.

Ainsi, 83% des dirigeants de PME considèrent l'inadéquation entre leurs attentes et les caractéristiques ou attentes des candidats comme source de difficultés pour recruter. Ce phénomène a pris de l'ampleur par rapport à l'an passé.

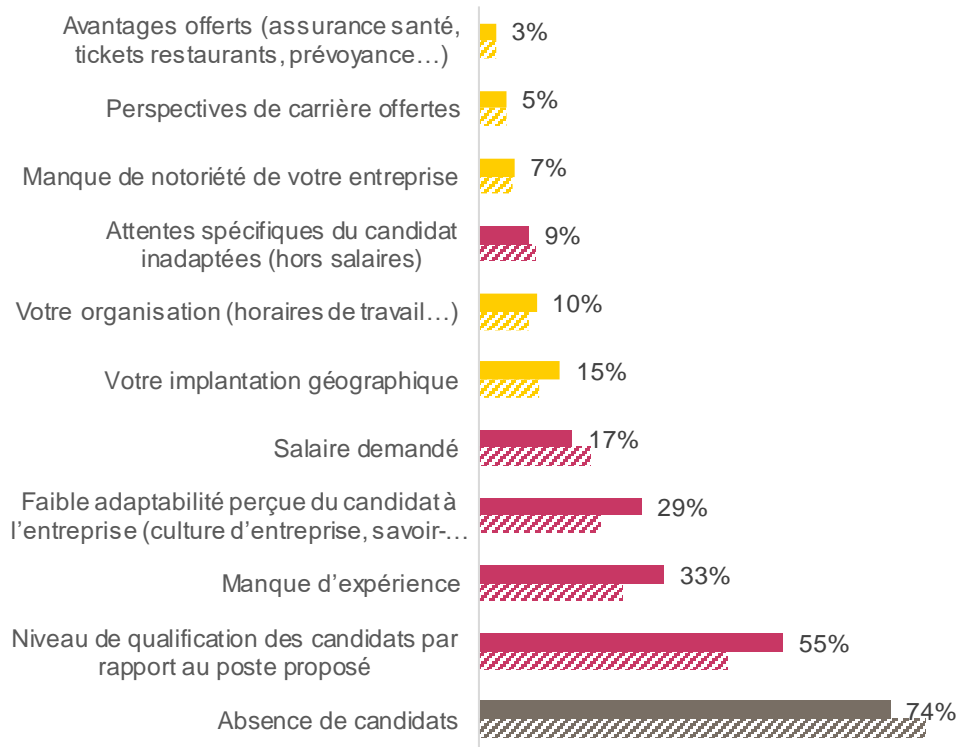
Les TPE/PME sont plus nombreuses que l'an passé à mettre en cause leur entreprise elle-même ou son organisation dans les difficultés pour recruter. Ce facteur reste bien moins prégnant ( $\frac{1}{3}$  des PME) mais il relève davantage de la perception des candidats que de celle des chefs d'entreprise eux-mêmes (critère de localisation de l'entreprise, horaires...).

Les modalités de réponse sont détaillées ci-après.

# L'entreprise face aux difficultés de recrutement (3/5)



- Quelles ont été la ou les barrières à l'embauche (plusieurs réponses possibles) ?



- L'entreprise elle-même et son organisation
- Inadéquation entre les attentes de l'entreprise et celles des candidats
- Absence de candidat
- ▨ T2 2018

Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les principales barrières rencontrées par les PME et pouvant expliquer la proportion élevée de PME signalant le manque de candidats « adaptés » sont l'inadéquation du niveau de qualification des candidats (plus de la moitié des PME), leur manque d'expérience et leur faible adaptabilité supposée à l'entreprise (près de 30%). Ces barrières sont bien plus citées qu'il y a un an.

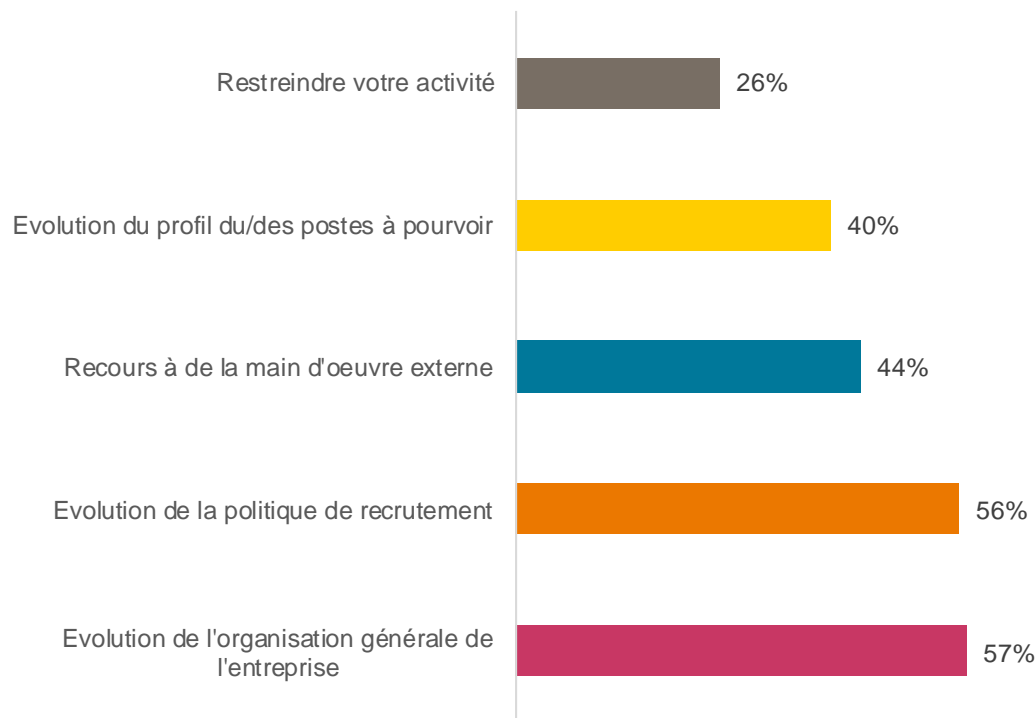
Le salaire demandé n'apparaît qu'au 5<sup>e</sup> rang des raisons aux difficultés de recrutement. Ce critère est en outre moins souvent cité par les chefs d'entreprise que l'an passé (17% après 20 %).

Parmi les caractéristiques propres de l'entreprise et son organisation, l'implantation géographique prend un peu plus d'ampleur comme barrière à l'embauche (cité par 15% des dirigeants de TPE/PME) comme les questions d'organisation de l'activité (horaires,...). Les avantages sociaux, les perspectives de carrière, la notoriété de l'entreprise et même son organisation représentent des freins mineurs.

# L'entreprise face aux difficultés de recrutement (4/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



**Note de lecture** : 57% des PME ont mis en place une et/ou plusieurs actions pour faire évoluer l'organisation générale de leur entreprise (en rouge) face à leurs difficultés de recrutement.

**Base** : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Pour tenter de remédier à ces difficultés, et outre les contraintes qu'elles exercent déjà sur le niveau de l'activité, les chefs d'entreprise ont majoritairement fait évoluer :

- l'organisation générale de leur entreprise (57%),
- leur politique de recrutement (56%).

De l'ordre de 40% des chefs d'entreprise ont eu recours à de la main d'œuvre externe et/ou fait évoluer le profil des postes à pourvoir pour contrer ces difficultés.

¼ d'entre elles déclarent avoir restreint leur activité. Cette question spécifique n'avait pas été posée l'an dernier.

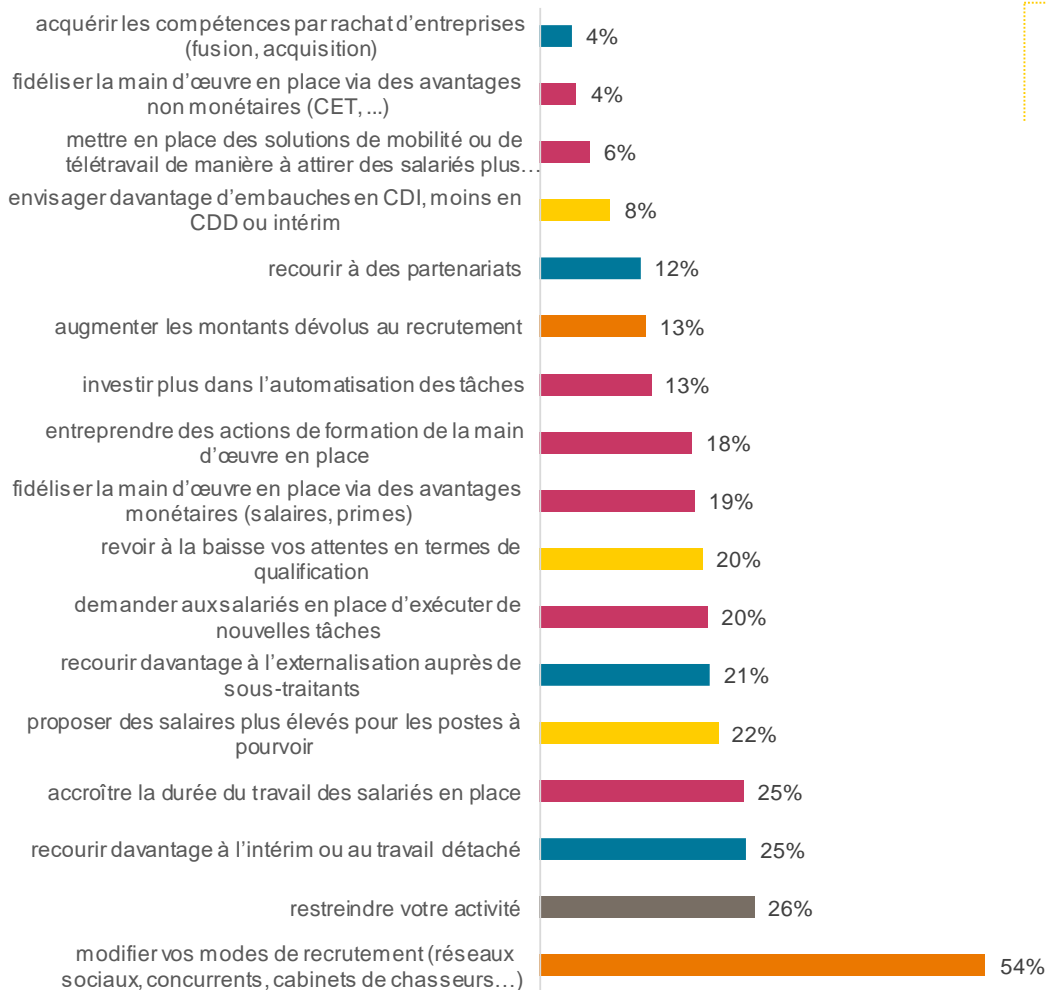
Les modalités de réponse sont détaillées ci-après.



# L'entreprise face aux difficultés de recrutement (5/5)



- Ces difficultés vous ont-elles amené à (plusieurs réponses possibles)... ? :



Plus précisément, pour faire face à l'absence de candidats « adaptés », les PME ont principalement :

- modifié leur mode de recrutement (plus de la moitié d'entre elles) ;
- restreint leur activité (26%) ;
- ajusté leurs critères de recrutement en proposant des salaires plus élevés et en abaissant leurs exigences en termes de qualification ;
- reporté ces difficultés de recrutement sur des prestataires extérieurs, en recourant à l'intérim ou au travail détaché (25 %), ou en externalisant auprès de sous-traitants (21 %) pour contrer l'inadéquation des attentes des candidats avec celles de leur entreprise ;
- modifié leur organisation interne en augmentant la durée de travail des salariés en place (25%), développant leur polyvalence (20%) et les formant (18%), ou encore en leur proposant une meilleure rémunération (19%) ;
- En revanche, les difficultés de recrutement n'incitent que peu les chefs d'entreprise à investir dans l'automatisation des tâches (13%), ou à mettre en place des solutions de mobilité de la main d'œuvre ou de télétravail (6%).

- Evolution du profil/du poste à pourvoir
- Evolution de l'organisation générale de l'entreprise
- Restreindre votre activité
- Recours à la main d'œuvre externe
- Evolution de la politique de recrutement

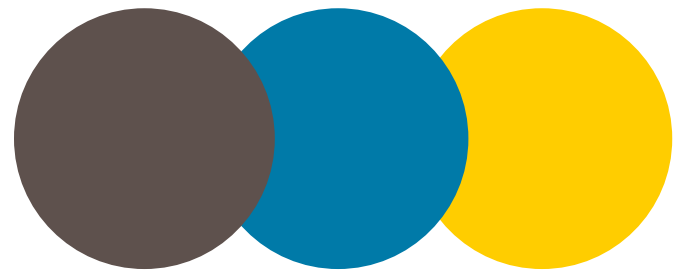
Base : PME ayant rencontré un besoin de recrutement

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 02. Focus : Difficultés de recrutement

**03.**

# **Méthodologie**



Interrogation par voie numérique du 29 avril au 13 mai 2019. L'analyse porte sur les 468 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,  
financement court terme

Investissement, financement  
de l'investissement

Freins  
à la croissance

## Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100

Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**04.**

**Au sujet de...  
Bpifrance Le Lab et  
Rexecode**





# Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

[Bpifrance Le Lab](#)

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

[Rexecode](#)